

*Télélobe Canada—Loi*

Il y a une question beaucoup plus importante, c'est de savoir ce qui a bien pu justifier cela. Je me suis longtemps creusé la tête au sujet de cet attachement du gouvernement à la privatisation. Ce que nous déduisons, c'est que la politique du gouvernement conservateur a trois piliers: libre-échange, déréglementation, privatisation. J'ai précédemment déclaré qu'ensemble ces trois piliers représentaient l'américanisation. Bien entendu, il est vrai que de nombreux Américains qui ont fait connaître leur opinion sur ce qu'ils comptaient réaliser grâce au libre-échange avec le Canada ont précisé, entre autres choses, qu'ils souhaitent que l'économie canadienne adopte les fondements de l'économie américaine. Les Américains s'opposent avec force à la simple existence de sociétés d'État. Selon eux, il faut que le Canada privatise ses sociétés d'État le plus rapidement possible s'il veut établir de bonnes relations économiques et commerciales avec les États-Unis. Je suis persuadé que c'est fort important pour le gouvernement alors qu'il tente désespérément d'en arriver à un accord de libre-échange avec les Américains.

En outre, il faut envisager la possibilité que le gouvernement compte peut-être réaliser certains objectifs grâce à la privatisation, qu'il veut peut-être vendre les sociétés d'État qui perdent de l'argent. Or, je le répète, Télélobe ne tombe certes pas dans cette catégorie, et il ne s'agit manifestement pas de la raison pour laquelle on vend cette société. Il pourrait s'agir d'accroître la concurrence dans le secteur des communications. Cependant, il est évident, étant donné les conditions de la vente qui prévoient le maintien d'un monopole grâce à certains aspects de la réglementation, que ce n'est pas là l'intention du gouvernement. Il est fort peu probable que la vente de Télélobe stimulera la concurrence.

On a beau examiner à fond toute cette question, on ne peut en arriver qu'à une seule conclusion, à savoir que c'est son idéologie idiote qui pousse le gouvernement à suivre cette voie. La privatisation ne crée aucun emploi. Bien entendu, le gouvernement ne l'a jamais prétendu. En fait, rien ne garantit que le nombre d'emplois à Télélobe sera accru, voire maintenu.

Le Canada ainsi que la plupart des autres pays industrialisés, à l'exception des États-Unis, ont signé un accord international au sujet d'INTELSAT. Cette entente prévoyait, grâce à l'interfinancement, des tarifs équivalents pour l'utilisation des installations de télécommunications internationales. La nouvelle société privatisée Télélobe pourrait fort bien se trouver en position de conflit d'intérêts en cherchant à obtenir les meilleurs tarifs. Sera-t-elle portée à compromettre l'engagement du Canada à l'égard d'un accord qui profitera au tiers monde?

Il est impossible de trouver une raison logique ou sensée à la législation dont nous sommes saisis. Il faut l'examiner davantage. On pourrait reporter son adoption de trois mois, mais si ce projet de loi était tout simplement abandonné, le Canada ne s'en porterait que mieux.

**M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap):** Comme nous abordons maintenant la période des questions de 10 minutes, monsieur le Président, il va falloir nous en tenir à des observations extrêmement concises. J'aimerais examiner certains des points qu'a soulevés mon collègue, le député de Windsor—

Walkerville (M. McCurdy). Il s'est demandé comme la plupart des Canadiens j'imagine, pourquoi à une époque où le chômage dans sept provinces qui en 1981 n'était que de...

**M. le vice-président:** Nous en sommes maintenant aux exposés d'une durée de 10 minutes. Je regrette d'interrompre le député, mais je pensais qu'il voulait interroger le député de Windsor—Walkerville.

**M. Riis:** Non.

**M. le vice-président:** Je me suis trompé.

**M. Riis:** Vous ne vous êtes sans doute pas trompé, monsieur le Président. C'est vraisemblablement la façon dont j'ai abordé mon exposé qui vous l'a fait croire. J'assume toute la responsabilité de cette méprise.

• (1550)

En comparaison de 1981, le chômage a augmenté dans sept provinces. Dans la plus grande partie du Canada, la situation ne s'est pas améliorée depuis deux ans que le nouveau gouvernement exerce le pouvoir. Au lieu d'envisager la privatisation de Télélobe, le gouvernement ferait mieux de s'attaquer à ces problèmes et de chercher le moyen de favoriser le développement économique de certaines régions du Canada comme le nord de l'Ontario et du Québec de façon à trouver peut-être à plus d'un million de Canadiens des emplois utiles.

Lorsque je circule dans ma circonscription de Kamloops—Shuswap et lorsque je vais prononcer des discours dans diverses villes du Canada je n'ai pas rencontré un seul citoyen qui m'ait interrogé sur la privatisation de Télélobe par la Chambre des communes dans les plus brefs délais parce que cette question l'empêchait de dormir. Personne n'a jamais mentionné la nécessité de privatiser certaines sociétés de la Couronne. Je regrette que nous passions tant de temps, non seulement à la Chambre, mais vraisemblablement au comité au cours des prochains jours à étudier cette question avant que la Chambre n'en soit saisie de nouveau pour un nouveau débat. A quoi cela pourra-t-il servir, si ce n'est à satisfaire certains députés ministériels d'arrière-ban qui estiment, pour quelque motif enthousiaste, que la Chambre devrait consacrer à cette question une grande partie de son temps précieux? Je trouve particulièrement décevant de passer du temps à débattre une question qui n'intéresse personne, si ce n'est une poignée de députés conservateurs d'arrière-ban.

**M. Jepson:** Dans ce cas, assoyez-vous.

**M. Riis:** J'espère seulement que ce n'est pas là l'un des députés d'arrière-ban dont je viens de parler qui me demande pourquoi je ne me tais pas. Si je refuse de m'asseoir et de me taire, c'est parce que je me rends parfaitement compte que la vente de Télélobe est bel et bien un cadeau à la société Memotec qui fait vraisemblablement la meilleure affaire de tous les temps. Télélobe est une société d'État extrêmement rentable qui a eu des bénéfices supérieurs à 53 millions de dollars en 1985. Cette société d'État est devenue de plus en plus rentable chaque année depuis 1975. Elle est bien gérée et elle rapporte de l'argent à l'État dans un domaine économique crucial.